

La relève : entre les circonstances et les désirs Taking Over: Between Circumstances and Wishes

Chantal DORÉ

Volume 21, numéro 2, automne 1989

La culture comme capital

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/001199ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/001199ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université de Montréal

ISSN

0038-030X (imprimé)

1492-1375 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

DORÉ, C. (1989). La relève : entre les circonstances et les désirs. *Sociologie et sociétés*, 21(2), 205–207. <https://doi.org/10.7202/001199ar>

La relève: entre les circonstances et les désirs¹
CHANTAL DORÉ

Lorsqu'on m'a proposé d'écrire un bref article sur la relève professionnelle et l'entrée en carrière des jeunes sociologues, ma première réaction a été de me demander qui cela pouvait bien intéresser: est-ce que vraiment, dans la profession, on a des préoccupations à ce sujet? Peut-être que oui. Cette réaction me semble être un indice des rapports — un soupçon de méfiance — que la relève entretient à l'égard des générations professionnelles qui la précèdent. En fait, je n'ai pas l'impression que les jeunes sociologues, surtout de l'université, se conçoivent facilement comme la relève. Cette identité professionnelle très passagère ne nous colle pas à la peau: nous sommes trop occupés à essayer de mettre les deux pieds dans un emploi pertinent pour réfléchir à pareille identité collective.

La relève dont il est question ici est constituée de jeunes hommes et de jeunes femmes encore aux études ou en voie de les terminer. Elle lorgne du côté du marché du

1. Je remercie Marc-André Lessard du Département de sociologie de l'Université Laval pour ses nombreux commentaires.

travail avec un statut d'étudiant qui semble ne pas vouloir la laisser — à moins que ce ne soit le contraire. Son principal caractère est sans doute sa grande diversité, selon l'origine sociale, la formation et les aspirations de ceux qui la composent. Ses principaux problèmes tiennent à la rencontre entre cette diversité et une situation où l'imprévisible et l'incontrôlable voisinent avec de fortes rigidités structurelles. Je vais évoquer certains aspects de cette situation.

À vue de nez, deux phénomènes ont progressivement changé et continuent d'influencer le rapport aux études et le sens que nous conférons à cette activité: d'une part l'augmentation de la présence des femmes dans tous les secteurs et particulièrement celui des sciences sociales (bien que certaines disciplines soient encore assez imperméables), d'autre part le fait que les études ne soient plus considérées comme l'activité principale des étudiantes et des étudiants.

Ce dernier phénomène n'est pas tout à fait général. La clientèle étudiante est constituée en grande partie de personnes étudiant à temps partiel et ayant, la plupart du temps, des charges familiales et un travail. Il est clair que les études ne sont plus leur seule préoccupation. L'autre partie de la clientèle est composée d'étudiants et d'étudiantes au sens traditionnel du terme, c'est-à-dire que leur parcours scolaire n'a pas fait l'objet d'interruption, ou alors pour peu de temps, et qu'ils se définissent d'abord et avant tout comme étudiants, même si la majorité travaillent à temps partiel. Dans ces circonstances, les choix d'études en sciences sociales répondent moins à des raisons professionnelles qu'à des intérêts et des goûts personnels, quoique l'on semble plutôt pessimiste quant à l'obtention d'un emploi dans ce champ d'études et que l'on ne sache pas très bien où elles vont mener. Ces observations proviennent de rapports analysés par le Comité pour l'étude sectorielle en sciences sociales (p. 117). Ce sont des attitudes que je crois reconnaître et que je partage aussi en partie. Le rapport aux études est forcément influencé par ces préoccupations: l'entrée en carrière aussi. Ainsi demeure-t-on longtemps aux études ou conserve-t-on le statut d'étudiant, lorsqu'on est en attente d'un emploi. D'où le phénomène des études involontaires et un taux élevé d'abandon. Cette position entre deux chaises est ressentie longtemps et, pour certains, est éprouvée tout au long de la scolarité universitaire, d'où l'omniprésence de l'angoisse de l'«après les études». L'isolement, le manque de motivation, l'inquiétude, mais aussi le goût de partager l'expérience commune d'étudier, le besoin de s'encourager mutuellement, canalisent une somme d'énergie qui peut pousser à des regroupements pour mettre fin à cet isolement. Le choix d'études en sciences sociales est souvent remis en question, tant que l'on n'a pas un minimum d'expérience professionnelle pour s'assurer de meilleures chances sur le marché du travail.

L'augmentation du nombre de femmes étudiant la sociologie fait apparaître des aspects nouveaux de l'entrée sur le marché du travail. Par le choix de l'objet de recherche: il est significatif qu'une plus grande présence des femmes corresponde à une augmentation des analyses sur la situation sociale des femmes et sur les rapports entre les sexes. Au Département de sociologie de l'Université Laval, l'analyse des conditions de vie des femmes constitue l'un des domaines les plus étudiés, regroupant un grand nombre des mémoires et des thèses — sans que pour autant les ressources augmentent. Par ces choix d'études, on tend à développer un rapport à l'apprentissage qui ne soit pas seulement académique, mais qui participe aussi d'une volonté de contribuer à la transformation des rapports entre les sexes. Pour celles qui travaillent dans cette optique, leur vision féministe constitue une toile de fond qui oriente ou remplace l'apprentissage dans cette voie. On peut difficilement parler de marginalisation de la recherche féministe, mais on peut toujours dire que dans les secteurs traditionnels, en adoptant ce point de vue, l'essentiel devient secondaire. Une des chercheuses que j'avais interviewées pour mon mémoire de maîtrise, craignait que les étudiantes qui travaillent en recherche féministe seulement ne s'engagent dans une voie de garage du côté professionnel. J'ose espérer que c'est de moins en moins vrai — sinon mon avenir est derrière moi.

Il y a certes plusieurs modèles de cheminement pour l'entrée en carrière. Le fait que plusieurs étudiants et étudiantes s'absentent quelques semaines ou quelques mois des études pour remplir un contrat de travail en sociologie constitue une façon d'acquérir de l'expérience professionnelle et de se «faire connaître». Peu laisseraient passer l'occasion de travailler pour étudier. C'est probablement ce qui explique la longue durée — tant décriée — des études. C'est un cercle vicieux : si on termine une formation sans expérience de travail, on a peu de chance de répondre aux exigences des employeurs ; si on acquiert une bonne expérience professionnelle, les études en souffrent. Il s'agit peut-être d'un mauvais calcul, mais l'exigence d'expérience professionnelle et l'insécurité financière favorisent la prolongation des études.

Les contraintes reliées au marché du travail sont nombreuses dans plus d'un secteur, que ce soit en éducation, en sciences humaines, dans certaines disciplines des sciences pures, etc. En sciences sociales, entre autres, on fait face à des exigences qui me semblent contradictoires. D'une part, à l'université, on met l'accent sur l'importance d'acquérir une culture générale, d'avoir une bonne capacité d'analyse et une certaine polyvalence, de posséder des capacités d'expression verbale et écrite. D'autre part, sur le marché du travail, on exige des compétences d'ordre technique : savoir manipuler plusieurs types de logiciels, utiliser des méthodes complexes de calcul statistique, etc. À la limite, on demande davantage des habiletés techniques et instrumentales que des aptitudes intellectuelles.

On doit aussi faire face au développement de spécialités relativement nouvelles telles les communications, les études urbaines, la gérontologie, les études régionales, etc. En fait, plus on spécialise les savoirs pour répondre aux besoins immédiats du marché du travail, plus on s'éloigne d'une formation de base (que par ailleurs les employeurs réclament) et plus on doit s'adapter à tout. Pourtant j'ai l'impression que les étudiants et étudiantes sur le point de terminer leur scolarité ou qui sortent à peine de l'université n'ont pas le désir — et surtout pas les moyens — de se limiter (sur le marché du travail) au domaine exploré pendant leurs études. On désire prendre de l'expérience à peu près partout où il y a de la demande.

L'entrée sur le marché du travail passe par un réseau de relations. Le département dans lequel on a complété sa formation universitaire demeure souvent un lieu où les contacts doivent être maintenus. On devrait y favoriser les rapports avec les employeurs éventuels et répondre avec rapidité et intérêt à des demandes de références ou d'offres d'emploi. Le fait-on assez ? Par ailleurs, l'importance des réseaux professionnels informels comme mécanisme d'entrée en carrière n'est plus à démontrer. En ce sens, les réseaux féministes informels fonctionnent rondement. Les féministes n'hésitent pas à référer, suggérer et conseiller de jeunes professionnelles ou les organismes qui font appel à leurs ressources.

Nous sommes bien en mesure d'évaluer depuis quelques années les limites de la maxime «s'instruire pour s'enrichir». Elle demeure toujours vraie, l'éducation est toujours un moyen de mobilité sociale, mais elle appelle à des nuances importantes : l'éducation n'est plus ni le seul, ni probablement le meilleur moyen de mobilité sociale.

La relève que je viens de décrire se situe à mi-chemin entre les circonstances créées par un marché de l'emploi peu ouvert et exigeant tout autant une solide formation que de l'expérience professionnelle, et les désirs de contrer une insécurité financière et professionnelle et de s'assurer un avenir intéressant sur le marché du travail.

Chantal Doré
Département de sociologie
Université Laval
Sainte-Foy, Qc, Canada G1K 7P4